

Tout ce cinéma n'est que simulacre délétaire de démocratie

écrit par Jean-Jacques Fivre | 20 décembre 2023





En politique, le ridicule ne tue plus depuis longtemps, chacun l'a bien compris.

Cela n'empêche nullement le Palais du Luxembourg et le Palais Bourbon, épicentres de feu la démocratie, d'être, en communion étroite, le théâtre où se joue une des plus grotesques mystifications que nos parlementaires imposent au peuple Français, spectateur passif de sa propre décadence.

Oui, le peuple de France, jadis si fier, si lucide et si attentif à la préservation de son identité et de ses valeurs, si solidaire lorsque l'essentiel était en cause, ce peuple de France, depuis des lustres abâtardi par une débauche migratoire invasive et malveillante, abusé par ses élites corrompues et flouées, par de faux leaders masqués d'un charisme trompeur du nom de Mitterrand, Chirac ou Sarkozy et plus récemment Macron, ce peuple de France est une fois de plus le jouet d'un leurre politique animé par les élus d'une infime partie de sa substance suprême.

En cause, l'immigration massive, incontrôlée et invasive, qui depuis cinq décennies, change et remplace le peuplement historique de la Nation de Louis XIV, de Napoléon et de Charles De Gaulle.

En cause, la civilisation de nos ancêtres confrontée à une lutte à bas bruit mais au rythme croissant, imposée par une autre civilisation qui, depuis 13 siècles, recule parfois face aux résistances déterminées mais n'en perd pas moins sa détermination résolue de conquête mondiale.

En cause, une immigration encouragée par une caste politique dévoyée, responsable de l'altération de la langue française, coupable de l'effacement de la mémoire historique, délinquante dans la gestion calamiteuse et mortifère des affaires et du patrimoine du vieux et noble pays qu'est la France.

En cause, Emmanuel Macron qui en qualité de président de la République, en charge des grandes orientations, n'a pas su empêcher que les chiffres de l'immigration n'exploient entre 2017 et 2024 portant celle-ci à des sommets qui inquiètent même les plus laxistes en la matière, c'est-à-dire que 10 % de la population est d'essence exogène est inassimilable.

En cause, Gérald Darmanin, ce ministre soucieux de la préservation de son chemin carriériste bien plus que du bien public dont il a le devoir pourtant d'assurer, au moins, la tranquillité et qui agite un foulard rouge (sa prétendue loi immigration) sans pour autant agir efficacement.

En cause, ce faux débat prétendument démocratique qui démarre par le rejet du projet de loi sur l'immigration, qui se poursuit par un pseudo-durcissement du texte gouvernemental par le Sénat, qui continue par un simulacre de concertation au sein d'une espèce de Commission dite « mixte paritaire », laquelle réunit, en fait, de faux adversaires soutenant en réalité un projet A pour les uns et

un projet A bis pour les autres ; le tout n'étant différent qu'à la marge la plus réduite possible.

En cause, l'écart abyssal qui sépare le souhait de la grande majorité des Français, lesquels veulent l'arrêt pur et simple de l'immigration, et la volonté de ses supposés élus qui eux, ne veulent que réduire le rythme de ces mouvements migratoires.

En cause, l'envie de plus de démocratie exprimée par le peuple s'opposant au déni de démocratie exprimé par le pouvoir.

En cause finalement, le refus du POUVOIR d'écouter le peuple et de répondre à ses attentes.

On peut donc s'attendre à ce que rien ne change vraiment puisque la loi qui sera votée sera quoi qu'il advienne celle qui plaît au pouvoir et ne satisfait que très modestement le peuple.

Il serait si simple, face à ce blocage absurde et mortifère des institutions, de procéder à un recours au peuple de France.

Il existe deux solutions, à la fois justes et parfaitement démocratiques :

1) une dissolution qui doterait le Parlement d'une configuration conforme à ce que veulent les Français.

2) Un référendum pour demander aux Français de dire sans ambiguïté ce qu'ils veulent pour l'avenir de leur pays.

Il y a bien une troisième solution qui serait la meilleure ! ... Ce serait que le principal responsable de la situation, Emmanuel Macron, parte... Mais cela chacun sait très bien qu'il ne le fera que si on l'y contraint sans recours.

Jean-Jacques Fifre